

Le compte-rendu qui suit est celui d'une réunion du groupe *Soubis* sur le travail. Jacques Wajnsztejn y était convié afin de discuter autour de son texte sur le travail écrit pour le dernier numéro de la [revue Variations](#), disponible aussi sur le site de Temps critiques [Critique du travail et révolution du capital](#).

A l'heure où la critique du travail épouse le plus souvent une vision quasi idéaliste du travail perçue à partir du seul concept de travail abstrait, l'article de Jacques W. vise à saisir les transformations concrètes du travail en référence à un cadre théorique abstrait qui est celui de la valeur sans le travail (vivant).

Ce texte a été envoyé préalablement à tous les membres de la liste *Soubis*. Le compte rendu complété par Jacques W. pour ce qui est de ses propres interventions a été contrôlé et validé par le groupe Soubis.

Bruno S. qui est intervenu au cours de la rencontre a tenu à envoyé des précisions sur la question de l'inessentialisation de la force de travail, proposition maintenant classique de notre revue. Sa lettre figure donc en complément du compte rendu. Enfin, Jacques W. a tenu à développer notre conception de la périodisation en domination formelle/domination réelle du capital, la formulation qu'en faisait Bruno S. lui apparaissant comme incomplète.

Compte rendu du 2 novembre 2012

Jacques W. : Plutôt que de partir des notes et du texte sur le travail que j'ai envoyés sur la liste, j'ai pensé qu'il serait préférable de contextualiser à partir de choses plus concrètes que je pourrais présenter rapidement. Si vous voulez bien, je commencerai par les mutations du travail.

Depuis une trentaine d'années, la tertiarisation est en marche, même si on a pu critiquer cette classification du fait que, avec l'externalisation et la multiplication de l'intérim, certains travailleurs manuels ont été classés dans la catégorie des services. On assiste également à une expansion de la fonction publique et à une féminisation importante de la population active. De plus, il y a eu des mutations dans la production, avec la restructuration des grandes entreprises privées, les anciennes « forteresses ouvrières », qui externalisent, sous-traitent, délocalisent et se redéplient en réseau. J'ai grandi à côté de l'entreprise Berliet, à Vénissieux, elle avait à l'époque un effectif de 22 000 salariés, elle en compte aujourd'hui 5 000.

A partir des années 1970, il y a eu en France une mutation des statuts ; à côté des CDI, fonctionnaires ou assimilés, les contrats de différents types se sont mis à proliférer. A côté de

Les transformations du procès de travail à l'ère de l'inessentialisation de la force de travail l'intérim, plus ancien (années 1960), et des CDD qui se sont développés plus récemment, de nouveaux statuts apparaissent, avec des frontières floues entre emploi, chômage, stagiarisation, préretraite. La précarité, même si la notion semble passe-partout, gagne incontestablement du terrain, surtout en pourcentage car en France les chiffres de départ étaient très bas, les formes de travail dit atypiques étant plus rares que dans la plupart des autres pays. Mais il faut relativiser l'image d'un précarariat devenu dominant dans la mesure où on peut distinguer une certaine opposition entre les flux de main-d'œuvre ayant du mal à entrer sur le marché du travail (les jeunes, les femmes, les plus de 55 ans) et les « stocks » (salariés déjà en activité et bénéficiant de contrats « garantis »), qui limitent les dégâts et surtout constituent encore, en France, plus de 90 % des contrats de travail. Des sociologues américains (Piore) prétendent que la précarisation correspond à une segmentation du marché du travail (centre/périphérie) qui remonte déjà au début des années 1960 ; une segmentation qui contredit l'idée que la classe ouvrière était unifiée pendant les Trente Glorieuses et que ce serait la crise des années 1970 puis le triomphe du néolibéralisme et l'inversion du rapport de force qui auraient introduit ce changement (c'est je crois la position exprimée par Nicole).

Enfin, le management connaît à son tour des mutations, en évoluant vers plus de participation, de responsabilisation (lois Auroux), tout en posant des limites importantes à l'autonomie des salariés.

La signification du travail en a été bouleversée. Des auteurs (Méda, Rifkin, Gorz) ont parlé de la perte de la valeur du travail, alors que parallèlement on a pu assister à des mouvements assimilables au refus du travail (années 1960-1970). La lutte contre le travail a même touché les syndicats, les amenant à se poser des questions du type : « Faut-il maintenir l'emploi à tout prix ? » La CFDT a lancé une grande enquête auprès de ses adhérents afin de trouver des réponses et finalement s'est posé des questions sur l'utilité de certains postes ou type de travail, ainsi que la question du partage du travail. Quant à la CGT, fidèle à la tradition des organisations ouvrières traditionnelles, elle s'est battue pour l'emploi à tout prix y compris quand des questions environnementales étaient en jeu.

Au niveau des salariés eux-mêmes, d'après les enquêtes menées par la CFDT sur le « ressenti » des salariés, on note une certaine augmentation de l'autonomie, en même temps que la contrainte augmente. Le temps contraint a tendance aussi à augmenter. Une insatisfaction globale touche plus ou moins tous les salariés à cette époque (cadres et non-cadres). Ceux du privé, surtout les ouvriers et les employés, ressentent le travail avant tout comme une obligation. En plus, dans les industries traditionnelles, les métiers et les qualifications sont attaqués, remis en cause, au profit de « compétences » aux contours plus

flous. D'où la difficulté à maintenir des identités traditionnelles. On constate dès lors une identification négative au travail, qui se caractérise par une prise de distance avec l'entreprise ou l'usine. Chez les ouvriers, dans un contexte de décadence industrielle (Lorraine, Nord), il y a une conscience de la dégradation (l'exemple d'Arcelor-Mittal vient à l'esprit), qui vient redoubler les menaces sur l'emploi.

Dans les nouveaux secteurs on assiste aussi à une aggravation des conditions, avec des situations nouvelles à forte intensité de travail (centres d'appels, bureaux open-space). On y retrouve également la dévalorisation du travail et cette double injonction qui crée une contradiction permanente entre l'exigence d'initiative et les contraintes (manque de moyens, obligation de respecter le cadre fixé, contrôles), faisant obstacle à l'adhésion à l'entreprise, mais empêchant également de contester le travail.

Larry : Quand j'ai travaillé en externe pour Euro RSCG, au début des années 2000, j'ai pu vivre le déménagement de l'entreprise, rendu nécessaire par le problème de l'amiante, vers des locaux structurés en plateaux qui ont privé d'un coup les salariés de l'autonomie et de l'intimité dont ils avaient bénéficié dans des bureaux à deux ou à trois. Je les voyais se dérober vers les balcons ou les couloirs pour pouvoir discuter ou passer des coups de fil.

Jacques W. : Des marges de manœuvre sont laissées dans les nouvelles formes d'organisation, alors que d'autres qui existaient auparavant ont été rognées. Dans l'enseignement, le carcan est de plus en plus rigide, du point de vue des statuts, mais, du point de vue de la liberté individuelle, la marge est plus grande. Un prof doit faire sans arrêt des sorties pour être bien noté, mais se trouve limité par des problèmes de sécurité. Du coup, on a l'impression que rien n'est possible. C'est comme cela dans beaucoup de boulots. L'autonomie supposée du travail en équipe est limitée par les contraintes. On a là résumée toute l'ambiguïté de la notion d'autonomie. En effet, elle suppose une marge d'autonomie des pratiques qui est contredite par la rigidité des statuts. En l'état, elle reste bridée ou/et retournée au profit de l'administration ou du patronat sous forme de flexibilité.

Claude O. : Je n'ai pas bien compris ta remarque sur la tertiarisation des emplois secondaires.

Jacques W. : C'est l'INSEE qui classe un sous-traitant comme un prestataire de services. Certains prétendent donc qu'il n'y aurait pas une baisse des effectifs ouvriers, mais qu'il s'agirait juste d'une manipulation statistique qui a pour effet de multiplier les catégories ou sous catégories socioprofessionnelles (voir la réforme de la classification en 1982 alors que la première datait de 1956) et ainsi de faire disparaître les classes sociales.

Henri : L'intérimaire est classé dans le tertiaire. A Billancourt, les 30 000 salariés étaient tous

Les transformations du procès de travail à l'ère de l'inessentialisation de la force de travail classés dans l'industrie, y compris ceux qui travaillaient dans un bureau d'études. Il y a des activités classées dans le tertiaire qui sont essentielles au système productif.

Larry : Les concepteurs de logiciels, c'est du tertiaire, alors que leur activité a en réalité un caractère plutôt industriel.

Jacques W. : Il y a plusieurs confusions ici qui me semblent relever d'un implicite, à savoir la position adoptée par chacun par rapport à la question de la valeur et à la définition du travail productif. Je ne développe pas ici, puisque je (nous) l'ai (avons) fait longuement ailleurs. Je pense quand même qu'on a bien une baisse effective. Tout ne relève pas d'une manipulation statistique car le pouvoir a besoin de chiffres fiables et de retranscrire les transformations, même s'il le fait dans sa langue (ce qu'on appelle « le discours du capital »). Ainsi, la multiplication des sous-catégories est censée rendre compte de la tertiarisation et de la « moyennisation » de la société française. Qui le contesterait, au moins en 1982 ?

Il ne faut pas oublier que le nombre des postes ouvriers a fondu et les pertes d'emplois industriels s'accélérent encore. Il y a une baisse importante du nombre d'ouvriers productifs - en France, on s'en rend moins compte du fait d'une faible robotisation (par rapport à l'Italie ou à l'Allemagne). En Italie, le secteur de la robotique était déjà très développé (Fiat aurait pu mettre en place dès 1960 une nouvelle organisation et l'a effectivement fait dès 1975, ce qui lui a permis très rapidement de ne plus embaucher à partir de cette date les immigrés intérieurs du Sud jugés trop turbulents et même de commencer à licencier dix ans avant ses concurrents européens).

L'aspect taylorien reste donc encore assez important en France avec le maintien de nombreux niveaux hiérarchiques qui ont été simplifiés ailleurs. Deux conséquences : premièrement, il y a encore des « dégraissages » possibles et deuxièmement, les rapports de travail restent très tendus avec le maintien d'une haine par rapport aux « petits chefs ». Ce n'est donc pas qu'une question de type de syndicats, plus réformistes ou plus contestataires, ni une question de taux de syndicalisation qui expliqueraient un manque de pacification sociale en France. Toutefois, la tendance générale est de vouloir tout légitimer en invoquant compétence et fonctionnalité. Ainsi, les agents de maîtrise ont aujourd'hui moins de tâches de commandement et plus une fonction de garant de la production.

Henri : Il y a un choix qui a été fait : dans une usine de Valenciennes, ils ont choisi de limiter à 50 % la robotisation pour limiter les bugs (pannes, manque de souplesse).

Larry : Au-delà de ces aspects, pourrait-on aborder les aspects plus actuels : « identité ouvrière », « lutte ouvrière » ? Ce sont eux qui ont la plus grande pertinence pour un projet

révolutionnaire.

Eduardo : On parle de participation, d'autonomie, mais en quoi les gens participent-ils ? Il y a une forme d'idéologisation du problème. J'ai discuté à plusieurs occasions des communautés thérapeutiques, où on prétend instaurer l'autonomie pour tout le monde, et j'ai toujours dit qu'il y avait derrière ça une tromperie : en dernier recours, c'est le médecin qui décide. On assiste en partie au même problème dans la société dans son ensemble : elle n'échappe pas au contrôle du capital. Mais il vaudrait mieux ne pas substantialiser le capital, puisqu'il y a des intérêts de personnes réelles derrière, ce sont des hommes et des femmes qui agissent, ce n'est pas une abstraction.

Jacques W. : Quand je parle de capital, c'est du rapport social dont je parle, ce n'est pas un sujet-automate. On est gêné par les mots. Celui de « système » pose problème lui aussi et nous l'évoquons en parlant de « domination non systémique » (Jacques Guigou).

Claude O. : Et ces forces de contrôle, elles ne constituent pas une couche sociale à ton avis ?

Jacques W. : Non, cela supposerait une cohérence et une perspective claire, un projet. Un exemple : on parle depuis trente-cinq ans du risque de privatisation de l'Education nationale, or elle ne s'est pas produite. En 1970, on disait que l'école allait s'ouvrir aux entreprises, mais aujourd'hui l'entreprise ne veut absolument pas avoir de rapports avec l'école. On dit qu'il faut rentabiliser et rationaliser l'école, mais si c'était le cas, il y aurait longtemps que la philosophie serait supprimée, en tout cas pour les élèves supposés rien n'y comprendre ou ne pas en vouloir et où les parents ne risquent pas d'intervenir pour faire maintenir ce type d'enseignement (ils ont déjà laissé passer le fait que l'histoire et géo ne soit plus qu'à l'oral au bac technologique STG, alors ce ne sont pas eux qui risquent de se battre pour le maintien de la philo. Alors pourquoi la maintient-on si tout est question de profit ?).

Quand j'ai démarré, on pouvait encore visiter une entreprise avec des élèves, tandis que les entreprises sont totalement fermées aujourd'hui et ont d'autres chats à fouetter. Alors qu'on nous parle de transparence, elles sont devenues opaques sauf pour leurs actionnaires de référence. Tout cela ne converge pas. Il n'y a pas de « plan du capital » ou de groupe qui dicterait ceci ou cela. Il y a des intérêts communs, mais aussi des forces divergentes. Il n'y a pas de classe poursuivant des objectifs précis. On n'est plus au temps de la Weltanschauung bourgeoise avec une perspective de long terme à la fois classiste et universaliste. On est dans des pratiques immédiates, relativistes et court-termistes. Cela part dans tous les sens. Ainsi, toujours dans l'Éducation nationale, on parle d'autonomie des élèves, mais la réforme de 2008 dans le primaire ne va pas du tout dans ce sens, comme on peut le voir avec la pression d'évaluations complètement quantitativistes.

A un autre niveau, ce n'est pas parce qu'on a des structures oligopolistiques dans la production industrielle que toutes les entreprises sont d'accord à 100 % entre elles. Les ententes, par exemple sur le prix minimum sur un même type de produit comme dans l'automobile, n'empêchent pas la recherche de la compétitivité-coût et de la compétitivité-qualité. La différence se fait sur les marges bénéficiaires et donc la capitalisation synonyme de puissance accrue d'un côté, le déclin de l'autre.

Claude O. : Pourtant, tu parles parfois des dominants. Tu parles d'une situation chaotique, d'une sorte de mouvement brownien, mais il y a bien des tendances générales.

Jacques W. : D'accord, mais au quotidien, sur le lieu de travail, cela n'apparaît pas, tu ne perçois pas de cohérence. Les critiques typiques de gauche font l'erreur de faire comme si tout cela formait un système, ce qui les délégitime, car la plasticité du système est telle que les lignes générales ne sont pas évidentes pour les gens. Peut être est-ce par souci de simplification, mais le résultat c'est que la plupart du temps c'est démobilisateur puisque tout semble découler d'une « nécessité » économique qui remplace l'ancienne croyance en un sens de l'Histoire.

Georges : Il me semble qu'on fait là comme s'il y avait une structure de classes prégnante qui permettrait de comprendre la société, mais j'en doute, le fonctionnement des entreprises contredit ça. Même s'il y a des mouvements browniens allant dans tous les sens, il y en a aussi d'autres qui essaient d'orienter les choses. Aujourd'hui, on a plutôt l'impression d'assister à des mouvements browniens, du fait que la structure de classes s'estompe.

Eduardo : On pensait autrefois que l'élite héréditaire serait héréditaire, alors que l'élite se construit et se transforme constamment. Tu nais prolétaire et tu deviens capitaliste. Ce qui me pose problème, c'est qu'en cherchant à analyser ces structures, on a tendance à les vider de leur contenu. Car il y a bien des gens qui profitent et d'autres qui ne profitent pas.

Jacques W. : Il y a malentendu. Ce n'est pas qu'une question de structure. Dire qu'il y a des gens qui profitent et d'autres qui ne profitent pas, cela ne veut rien dire. Aujourd'hui, tout le monde profite : les gens partent en vacances, ils ont l'ordinateur à la maison. Il y a beaucoup d'ouvriers qui sont propriétaires. Les gens ont des bagnoles avant même d'avoir le permis ; ils ont des maisons avant d'avoir travaillé. Il n'y a pas, face à nous, de structure... Le capital est un rapport social et dans la société capitalisée, l'individu-démocratique-usager-consommateur reproduit les rapports sociaux, y compris quand il se pense à sa marge. Ainsi, plein de gens « profitent » des avantages de l'État-providence ou/et vivent dans les pores du « système ». Et c'est tant mieux, mais par pitié assez de moralisme et de misérabilisme.

Régine : Pas tout à fait d'accord. Tout le monde sent bien s'il profite ou pas.

Gianni : C'est une chose d'avoir une vie moins dégueulasse qu'au xix^e siècle et de « profiter de la vie », c'est autre chose d'être parmi ceux qui ont du pouvoir sur la vie des autres ou parmi ceux qui n'en ont pas. Il faut préciser le niveau de discours. Dans l'entreprise il y a ceux qui décident et ceux qui ne peuvent qu'obéir. Je n'arrive jamais à comprendre à quelle échelle se situe ton discours.

Jacques W. : Le but de la discussion aujourd'hui, c'est d'essayer de comprendre comment se pose la question du travail en France.

Gianni : Mais si la production se concentre en Chine comme c'est le cas aujourd'hui, tu ne peux pas comprendre l'évolution du travail en France sans tenir compte de cette internationalisation.

Georges : Même dans ce cas, et même en Chine, le travail se transforme par l'informatisation.

Jacques W. : Ce serait une erreur de faire dévier la discussion vers la division internationale du travail. En réalité, l'essentiel des flux se fait au niveau européen ou entre pays industrialisés.

Daniel : L'Allemagne a délocalisé vers l'Europe de l'Est une grosse partie de la production. En même temps, la partie la plus basse de la population connaît une baisse du niveau de vie.

Régine : Peu importe finalement qu'il y ait des gens qu'on puisse identifier comme « exploités » ou pas. Cela n'empêche pas d'éprouver un sentiment d'injustice ; c'est juste que les gens ont du mal à analyser et à situer ceux qui les exploitent. La question posée est de savoir s'il est encore possible d'organiser des luttes à partir du travail. Daniel a posé la question intéressante du vécu du travail.

Jacques W. : Actuellement les luttes au travail semblent bloquées. On n'a pas l'impression que des antagonismes apparaissent comme tels. Les luttes peuvent être permanentes au travail, mais on n'a plus comme base arrière le monde ouvrier. On a du mal à comprendre ce qui s'est passé depuis le dernier grand assaut prolétarien, il y a trente ou quarante ans. Personne ou presque ne peut prétendre expliquer tout cela.

Régine : Le mouvement des indignés est extérieur au monde du travail.

Jacques W. : Oui, mais pour le moment ça ne passe pas à un autre stade. Quand tu te bats

Les transformations du procès de travail à l'ère de l'inessentialisation
de la force de travail

dans ton entreprise, tu peux espérer que la lutte s'élargira, mais les ouvriers de la sidérurgie aujourd'hui ne se disent pas que la société ne va plus. Ils en restent à leur situation personnelle et au grand maximum ils vont accuser Mittal, la mondialisation, la finance, mais pas le capital.

Le pôle travail reste donc un lieu de lutte comme un autre, mais il n'est plus un point de départ obligé. Il est le terrain d'une résistance continue qui ne passe plus que rarement par des luttes ouvertes. Ce qui s'est passé en Italie dès les années 1975, après le grand espoir de 1969-1973 semble valable maintenant partout sauf que la différence de rapport de force encore plus flagrante fait que ce qui était considéré comme un débordement ou une extension des luttes d'usine à l'extérieur est maintenant produit comme une alternative, un substitut. C'est ainsi que les indignés essaient plutôt de porter la lutte sur les places que sur les lieux de travail ou même que sur les quartiers tant ceux-ci sont parfois sinistrés. C'est le fruit du décentrement du travail et plus généralement de la perte des bases arrières (le monde du travail : usines, quartiers, valeurs et traditions).

Eduardo : On ne prend pas en compte les changements fondamentaux de ces dernières années. Qu'est-ce qui a changé ? Il y avait autrefois une conscience de classe, l'idée qu'on était la classe ouvrière. Aujourd'hui, tous les salariés sont enchaînés à l'entreprise, convaincus que si leur entreprise perd, eux aussi vont perdre.

Georges : Cela a toujours existé.

Eduardo : Autrefois, il y avait la grève de solidarité.

Jacques W. : C'est parce qu'il y avait derrière une communauté ouvrière.

Eduardo : Pourquoi tous les mouvements d'aujourd'hui se font-ils hors de l'usine ? Pourquoi occupe-t-on les rues ?

Jacques W. : Parce que c'est plus facile ! J'ai terminé ma carrière dans le harcèlement, les rapports, les insultes. C'est plus facile d'occuper une place, parce qu'il n'y a pas de sanctions. Dans la fonction publique, il y a aujourd'hui une pression qui n'a jamais existé à ce niveau.

Eduardo : Les grévistes d'autrefois se faisaient licencier, voire tuer !

Jacques W. : La question de la légalité ou de l'illégalité des formes de lutte se pose constamment aujourd'hui parce que nous ne pouvons plus nous abriter derrière un monde ouvrier (usines et quartiers compris) qui avait son propre contre-pouvoir, ses propres

Les transformations du procès de travail à l'ère de l'inessentialisation de la force de travail organisations aussi traditionnelles et pourries qu'elles soient. C'est aussi ça, pour la France et l'Italie du moins, l'empreinte du stalinisme sur « la classe ».

Régine : Cela dépend, j'ai fait l'expérience inverse dans le social. Le travail prend moins d'importance pour les gens, puisqu'il n'aboutit pas. Il y a alors une mise à distance. Et dans ce cas-là les gens vont plus loin car ils n'ont rien à perdre. Chez nous, on a séquestré le directeur, chose inédite dans le secteur.

Jacques W. : Le métier te rappelle à l'ordre en te faisant comprendre que tu n'as pas rien à perdre, en fin de compte car tu ne posséderais que tes propres chaînes comme disait le programme prolétarien. Mais l'idéologie du métier est en voie de raréfaction à la mesure de leur destruction effective. La mythologie de classe qui lui était liée ne fonctionne plus parce que non seulement le monde ouvrier a disparu au moins dans les pays occidentaux, mais aussi parce que le rapport social s'est profondément transformé avec ce que nous appelons la révolution du capital. Si on regarde les grandes grèves dans la fonction publique, une de leurs limites était que les participants croyaient encore avoir un métier, pensaient agir dans l'intérêt du service public. Dans la lutte pour refuser de faire passer le bac, 95 % des profs se sont montrés incapables de ce type de refus. La survivance du métier dans certains secteurs relativement protégés devient un obstacle à l'approfondissement de la lutte...et en même temps, dans un secteur comme celui-là, une base arrière de résistance éventuelle (cf. les instituteurs désobéisseurs).

Régine : Tu te crois chercheur, documentaliste, puis tu découvres que tu fais surtout des photocopies...

Jacques W. : Oui, c'est ce que j'appelle la révolte par rapport à une identité négative qui ne peut être satisfaisante.

Gianni : Quand on parle de la fonction publique, on prend pour argent comptant le discours tenu par les salariés pour se légitimer (défense du service public). Il est en partie vrai, mais pas totalement. Il y a le problème concret du rapport de forces. Ton employeur, c'est l'État, donc comment faire, quand tu entres en grève, pour que ceux pour qui tu assures un service soient quand même de ton côté ? Ce n'est pas qu'une question de légalité. En 1995, les cheminots ont bloqué toute la France, et pourtant ils ont obtenu le soutien de la masse des usagers. En Italie dans les années 1970, les gens ont dû se battre contre les syndicats, et pourtant les syndicats ont été contraints de soutenir les grèves - obtenir la légitimation syndicale était un enjeu. C'est beaucoup plus une question de rapport de forces que d'identité ou d'inessentialité.

Régine : Il a été question de reprendre les analyses de S ou B sur le vécu du travail. Est-ce que l'expérience du travail a réellement changé depuis trente ans ?

Henri : Non, parce que la situation de fond est pareille.

Régine : Si ce n'est pas dans les usines, est-ce dans la rue que ça se passe ? Et comment ? Si on peut faire une autre analyse au plan économique, au niveau du vécu des gens, c'est différent. Quand Jacques dit que tout le monde profite, je peux vous assurer que là où je vis, en Picardie, ils profitent de moins en moins ; les gens doivent se serrer la ceinture. Est-ce que c'est encore par rapport au vécu du travail...

Jacques W. : C'est un archaïsme de parler de travail ; aujourd'hui, on parle d'emplois. Ce sont deux choses très différentes. En France, autrefois, le mot « boulot » était considéré comme une insulte. Le « job » à l'américaine est rejeté en France, avoir un « travail », ça veut dire avoir un CDI, un statut, un métier. Si on parle de créer des « emplois », c'est parce qu'on sait bien qu'être « agent de sécurité » ce n'est pas un travail. Les mineurs sont remplacés par des agents de sécurité, des emplois qui n'existaient pas auparavant.

Nicole : Mais fondamentalement le rapport salarial reste le même. Et même l'agent de sécurité fait un travail concret, dont il tire un salaire bien réel.

Henri S. : Celui qui cherche un boulot n'en a rien à foutre de tout cela. Voici un exemple venu de province : un gars qui galère depuis vingt ans en intérim. Bien que formé comme pâtissier, il bosse dans une usine moyenne de galvanoplastie en continu. Il travaille la nuit, de la pure manutention, dans une équipe d'une quinzaine d'ouvriers. C'est un travail très dur (à ciel ouvert par tous les temps). C'est interdit de boire et de fumer, mais tout le monde le fait (y compris du hash) et le contremaître ne dit rien pour avoir la paix. Il y a 30 % d'intérimaires. C'est ça la condition ouvrière aujourd'hui, car il y a une foule d'entreprises de ce type en France. Les salariés n'ont aucun rapport avec la direction. Le seul rapport hiérarchique qu'ils ont, c'est avec le contremaître. Les résistances se font au ras des pâquerettes. Pourtant, l'usine est sous-traitante d'une multinationale.

Bruno : La différence se voit sur le plan de l'identification. Les dominés s'identifient tout bonnement à leur travail, à leur tâche et résistent par des actions au ras des pâquerettes comme le dit Henri. Ce sont des luttes défensives.

Régine : Je ne pense pas que les gens fassent tant que ça la distinction entre travail et emploi. Les diplômés sont dévalorisés. C'est bien que les gens ne s'identifient plus au métier, au travail

Jacques W. : Si tu dis que cette non identification est un point positif, c'est dans la perspective de rompre avec la notion du travail comme activité particulière, séparée (à la confluence des pensées chrétienne, humaniste, marxiste). Mais aujourd'hui, on a plutôt l'impression que c'est le capital qui détruit l'essence du travail alors que les individus se rattachent encore au travail concret par le biais du salariat comme obligation. Toute l'ambiguïté de la situation apparaît bien dans le slogan des comités de chômeurs : « Le travail est un droit, le revenu est un dû. »

Régine : Pour les gens, travailler ce n'est plus qu'un moyen de gagner sa vie.

Jacques W. : Il y a eu bien du changement par rapport aux Trente Glorieuses. Être travailleur, ce n'était pas seulement gagner des sous : il y avait l'idéologie du cheminot de père en fils. A l'inverse, les gens qui bossaient à la chaîne dans les années 1960-1970 n'avaient pas des parents ouvriers, mais plutôt d'origine paysanne ou immigrée. Cela a joué dans les pratiques de refus du travail de l'époque, en France comme en Italie avec le « Ce que nous voulons ? Tout ! ». Aujourd'hui, certains ont tendance à ne plus vouloir que « la thune », d'autres, une moralisation de la vie sociale et politique.

Nicole : Dans toutes les boîtes où je suis passée, j'ai rencontré, et je rencontre toujours, des gens (non ouvriers) qui sont fiers de faire ce qu'ils font. La différence avec le passé n'est pas là. Il y a soixante ans, il y avait une fierté de classe : être ouvrier c'était être intégré dans un milieu avec ses formes de convivialité, ses pratiques quotidiennes de résistance, c'était faire l'expérience de la solidarité dans l'entreprise et au-delà. Aujourd'hui, cette expérience est devenue rare, et la fierté de classe a fait place au défaitisme. Et ce n'est pas parce que le rapport salarial ou la nature du travail a changé, mais parce que la classe s'est fragmentée, sous l'effet de la multiplication des statuts précaires, de l'intérim, de la sous-traitance... qui sont des facteurs de division puissants et très difficiles à surmonter.

Claude O. : C'est lié à une évolution générale de la société. J'ai plutôt l'impression que le travail est devenu insaisissable. La société est parcourue par des tendances elles aussi immaîtrisables. Je ne sais pas si ce sont des flux... Je suis d'accord pour dire que, hier comme aujourd'hui, il y a des boulots valorisés et d'autres dévalorisés. Il n'y a que ceux qui travaillent à la ferme en autarcie qui échappent à cette évolution. Mais je ne vois pas en quoi le terme « inessentialisation » nous éclaire là-dessus.

Henri : Le travailleur de province dont je parlais m'a expliqué qu'il a bien conscience de faire partie d'une classe, mais qu'ils sont dans une telle situation d'émiettement qu'ils se sentent impuissants.

Georges : La conscience de classe se forme au contact des collègues. La fonction d'ouvrier en usine t'amène à avoir des relations avec d'autres ouvriers. Ce n'est pas la même chose pour un intérimaire.

Eduardo : Notre discussion montre que nous avons du mal à définir les concepts. La définition du travail n'est pas claire. Le travail dépendant et le travail indépendant, ce n'est pas la même chose. Dans notre imaginaire, le travail, c'est le travail manuel en usine. Mais qui est censé travailler ? L'ouvrier ? le patron ?

Jacques W. : Il y a effectivement un problème de définition. Même la production ne se définit plus comme autrefois.

Larry : Je voudrais revenir à une question de fond. Il a été question, dans les différents textes qui nous ont été proposés, du « capital »... or on sait bien qu'il y a des êtres humains derrière. Il y a différents aspects de la réalité (les structures de domination, mais aussi la complicité des individus) qui ont tous leur pertinence. Ce serait stérile de transformer cela en polémique. De la même façon, il est inutile de chercher à déterminer si c'est le prof, les grands patrons, les banques, voire le FMI qui décident. La réalité, c'est le résultat d'un rapport de forces.

Jacques W. : Il faut savoir mettre des réalités concrètes derrière l'idée de domination, mais sans trop les personnaliser. Il y a là une difficulté réelle parce que le processus de capitalisation est beaucoup plus abstrait qu'aux débuts du capitalisme, mais avec des effets de domination qui sont eux bien concrets.

Larry : C'est évident, mais il ne faut pas en faire un sujet de polémique. Je dirais même qu'il faut aller plus loin : il faut que puisse être identifié un adversaire commun. Sans un ennemi commun, il ne peut pas y avoir de mouvement collectif.

Jacques W. : Désigner un ennemi, c'est désigner une forme qu'on aura triée, et cela peut devenir extrêmement dangereux lorsque l'objectif n'est pas clair – aujourd'hui, par exemple, on s'en prend à Goldman Sachs : j'ai vu des affiches démagogiques avec même un contenu antisémite... Il ne faut pas que la recherche d'ennemis définissables conduise à la désignation de boucs émissaires dans le cadre d'un front anticapitaliste sans principes.

Jacques S. : Je ne vois pas ce qu'il y a de dangereux à dénoncer les agissements de Goldman Sachs. D'ailleurs, peu importe qu'ils soient juifs ou pas, ce qui compte c'est qu'ils ont joué un rôle déterminant.

Daniel : La titrisation n'a pas été inventée par Goldman Sachs, mais par un organisme

Les transformations du procès de travail à l'ère de l'inessentialisation de la force de travail étatique américain au milieu du xxe siècle, Goldman Sachs s'est précipité pour l'exploiter, mais ils ne sont pas les seuls à l'avoir fait.

Jacques W. : C'est un banquier, qui était au Trésor de Roosevelt, qui ensuite a créé des réglementations et de nouveaux produits financiers, c'est donc quelque chose de très ancien.

Eduardo : Le problème n'est pas de désigner un ennemi : l'ennemi existe !

Larry : Il n'empêche, quand les gens parlent de la mondialisation, de la finance, ils le font avec fatalisme, un peu comme ils parleraient du climat. C'est une des difficultés.

Georges : Cela me paraît infantile de vouloir incarner un ennemi.

Jacques W. : Oui, mais la position contraire consiste à faire comme si on avait affaire à un capital-automate, à une structure impersonnelle ! Autrefois, on disait : c'est le capital, maintenant on n'ose plus parce qu'on se voit rétorquer qu'on est dans l'abstrait, qu'on est dans la théorie désincarnée, etc. Et pourtant il s'agit de dire aussi que c'est bien le régime capitaliste qui veut cela quand on parle du capital comme pouvoir, de la puissance capitaliste, etc.

Eduardo : C'est la difficulté majeure. On traduit l'idée de capital en termes de force, mais y a-t-il ou pas des gens qui font cette force ? Parler de structure abstraite, c'est faire oublier qu'il y a des gens qui agissent. Ça a quelque chose de religieux.

Nicole : De plus, ça donne l'impression qu'il y a une rationalité derrière. Or, dans ce que je ne renonce pas à appeler la classe dominante, je ne suis pas sûre qu'il y ait désormais beaucoup de rationalité ; j'ai plutôt l'impression que ça tire à hue et à dia, sans vraiment de vision globale ni de stratégie rationnelle.

Jacques W. : Il y a une logique financière qui a sa propre rationalité, et qui peut s'autonomiser d'une rationalité plus globale. Car il peut exister des logiques partielles qui coexistent à l'intérieur d'une logique globale, et qui peuvent avoir des effets concrets positifs ou négatifs sur cette même logique globale ¹. Voir par exemple le cas de Peugeot dont la logique de profit consiste à faire porter ses efforts de développement sur ses propres activités bancaires alors que la logique industrielle le pousse aujourd'hui à dégraisser et à rechercher des niches de profit plutôt qu'un développement généraliste tous azimuts qui a toujours été sa marque de fabrique. Mais ce n'est pas de la « finance », ni non plus de « l'industrie » ; la famille Peugeot est toujours aux commandes et n'a jamais cessé de lutter contre qui voudrait lui imposer des solutions boursières. Il s'agit de stratégies de puissance et de pouvoir, et son organisation globale en holding est censée lui apporter les solutions !

Eduardo : Il y a sans doute une logique interne, mais la structure décisionnelle, on ne peut pas la changer.

Nicole : Autrement dit, cette logique financière a été mise en œuvre par des structures bancaires bien précises.

Jacques W. : Il y a des produits financiers spécifiques (ce qu'on appelle « l'ingénierie financière »). Si tu prends les sociétés de capital-risque, elles suivent leur propre logique, mais qui n'est pas séparée d'une logique d'investissement. Il peut y avoir des contradictions car les sociétés de capital-risque, comme leur nom l'indique, prennent des risques que les autres institutions financières ne veulent pas prendre quand la valeur des entreprises de la net-économie reste virtuelle. Elles veulent donc, en échange, des contreparties qui sont forcément, vu le caractère de leur activité, une prime de risque qui ne se démarque pas toujours clairement de la spéculation. C'est ainsi qu'on peut comprendre la dernière pétition en provenance des patrons de start-up contre le projet du gouvernement Hollande de taxation sur les plus-values de cession.

Eduardo : Enlève la propriété privée et toute cette logique tombe !

Henri S. : Derrière tout cela, il y a la recherche du profit. C'est la logique de maximisation du profit qui pousse à prendre des risques.

Jacques W. : L'aventure humaine, c'est une prise de risque aussi ; il n'y a pas seulement des risques de type financier. Si on n'admet pas cela, alors on voit toute la marche vers le progrès de l'humanité comme une « errance ». C'est la position de Camatte et de la revue *Invariance* à partir des années 1990.

Georges : Elucider la question recherche du profit ou recherche de la puissance, ça ne nous aide pas beaucoup. On sait où chercher.

Jacques W. : Prenons un exemple simple. Ce que je trouve insupportable dans le slogan « Nous sommes les 99 % », c'est le refus de reconnaître la stratification hiérarchisée de la population et le concours de tous à la reproduction du système... Je rappelle en passant que le dernier Castoriadis avait émis de sérieuses réserves sur la postérité de la thèse de la division stricte entre dirigeants et exécutants qui avaient été pourtant à la base de l'aggiornamento théorique de SouB² 2. Mais pratiquement, comment intervenir dans la rue en disant autre chose, sans verser dans ce genre de facilité sur l'État-Léviathan, la banque-rapace et les « 200 familles » ?

Eduardo : Nous sommes dans une dimension qui cache la réalité.

Les transformations du procès de travail à l'ère de l'inessentialisation
de la force de travail

Jacques W. : Cela me fait penser à l'exemple du footballeur Ibrahimovic : ce n'est jamais aux mecs qui coûtent le plus cher que les supporters demandent de mouiller le maillot. C'est implicite que c'est mérité. Et ce ne sont pas tant les salaires ou bonus des P-DG du CAC 40 qui sont attaqués que les « parachutes dorés », c-à-d que ce ne sont pas les inégalités qui font problème dans le consensus des individus-démocratiques, mais l'existence de privilèges, bref, ce qui est considéré comme dysfonctionnement et suscite l'indignation. Par contre on va attaquer les joueurs moyens et les cadres moyens ou alors les employés de l'EDF qui viennent à trois dont un pour tenir l'échelle comme on disait jadis dans le milieu ouvrier ou pire encore, les pauvres qui touchent diverses allocations.

On parle toujours des cadres à propos de suicides au travail, mais là aussi, la transformation du travail joue un rôle : à partir des années 1980 et jusqu'à la fin 1990, il y a eu une certaine adhésion des salariés à l'entreprise, une sorte de croyance en des possibilités de revalorisation du travail ; cela a participé de la réhabilitation idéologique de l'entreprise sous les gouvernements socialistes et cela a particulièrement touché les cadres et plus généralement les personnels dont on a vanté la compétence personnelle ; aujourd'hui, cette croyance est retombée (tous diplômés confondus).

Henri S. : Il faut préciser que le terme de cadre ne renvoie pas à un niveau hiérarchique en France : tu es classé parmi les cadres à partir du moment où tu dépasses un certain niveau de salaire. En réalité, il s'agit le plus souvent de techniciens d'un certain niveau, qui subissent des pressions très fortes, mais qui n'ont pas d'autorité véritable.

Larry : Pour en revenir au point de départ du travail : savoir s'il y a inessentialisation du travail, et quel rôle elle joue dans tout ça, c'est une question qui se pose, mais à mon avis on ne peut pas la trancher. Mais il y a également une autre question, plus militante, qui se pose : Un mouvement peut-il se dégager à partir du travail ? Et y aura-t-il, dans les années à venir, des mouvements autour du travail ? Prenons un exemple à côté de nous : l'Allemagne est un pays très industrialisé, ce n'est pas pour autant devenu le haut lieu d'une reprise des luttes autour du travail. C'est un fait très significatif...

Jacques W. : Jacques et Régine ont essayé d'y répondre. L'un en évoquant l'impossibilité d'affirmer cette identité (Jacques), l'autre, en signalant l'effectivité de pratiques de refus (Régine). C'est en joignant ces éléments qu'on pourra peut-être aller dans le sens d'un écart par rapport à la norme capitaliste. Il y aura bien des luttes sur les lieux de travail, mais pour avoir des perspectives, il faut un écart de ce type. Les gens se disent qu'il ne faut pas scier la branche sur laquelle on est assis, parce qu'on est en situation de dépendance réciproque avec l'État et l'entreprise. Tant qu'on reste dans cette optique, qu'on continue à faire fonctionner, cela ne peut pas faire bouger les lignes. Chacun reste dans son rôle attendu

Les transformations du procès de travail à l'ère de l'inessentialisation de la force de travail même s'il y a des luttes. Il y a celui qui manifeste toujours, celui qui fait toujours grève et puis le salarié combatif qui ne s'en laisse pas compter...

Régine : L'idée d'écart, c'est que, si tu considères que ton travail n'a plus de sens, il a de moins en moins d'importance. Quand tu as des diplômes et que ton boulot ne va nulle part quand même, c'est surtout la peur de perdre ton emploi qui joue. Et beaucoup moins le souci de faire marcher la boîte.

Eduardo : Une action fréquente dans la lutte directe en entreprise, autrefois, c'était le sabotage, et ça allait bien à l'encontre des intérêts de l'entreprise. Il y a donc bien eu un changement.

Jacques W. : C'était quand la classe ouvrière était encore extérieure aux institutions du capital, en marge de la société démocratique. Il a fallu la guerre de 1914 puis la mise en place progressive de l'État-providence pour l'intégrer non pas à la société bourgeoise, mais à la société du capital.

Claude O. : Qu'est-ce qui peut naître de collectif à partir de pratiques d'écart ?

Jacques W. : Les pratiques d'écart créent des divisions. Dans la grève des instituteurs, par exemple, ce sont des individus qui ont décidé de faire un écart. Sur toute la France, 3 000 instituteurs ont décidé de ne pas appliquer la réforme de l'évaluation et la mise en place du fichier base-élèves (une action qui n'avait donc rien de « corporatiste »), et cela individuellement (je signe la déclaration et je demande aux autres de signer) – la CNT, par exemple a reproché à cette action de ne pas être collective parce qu'elle créait de fait une avant-garde. Un an après, quand le mouvement est retombé, tous ceux qui n'avaient pas signé ont appliqué la réforme et les autres ont été sanctionnés. C'est ça, le problème de la pratique d'écart : c'est une pratique individuelle, même si la complicité des autres est acquise. On peut la critiquer, mais c'est une façon de lutter très « morale ». C'est autre chose que les grèves d'autrefois en Italie où les grévistes passaient d'atelier en atelier pour entraîner les hésitants. On parle aujourd'hui d'engagement éthique et responsable et cela nous pose problème à nous qui ne nous sommes jamais principalement situés dans les luttes par rapport à ce principe qu'on a tendance à réduire à une simple attitude citoyenne sans portée subversive. Cela repose aussi la question du rapport à la violence sociale dans les luttes et le rapport entre les moyens et les fins, qui a souvent été pris en compte dans le mouvement anarchiste comme le signale Eduardo.

Henri : C'est spécifique au milieu enseignant. Ailleurs, où il n'y avait pas ce même devoir moral, les pratiques « d'écart » étaient chose courante.

Les transformations du procès de travail à l'ère de l'inessentialisation
de la force de travail

Régine : Dans les boîtes, il y a eu beaucoup de sabotage des pointeuses et les gens étaient contents. Dans ma boîte, nous avons saboté la pointeuse. Ces pratiques individuelles se sont toujours faites avec une complicité tacite.

Nicole : Le statut de radicalité qu'on accorde souvent à ce genre de pratiques m'a toujours interrogée. Car il s'agit d'une forme pragmatique de résistance, qui en soi ne crée pas de dynamique de lutte.

Henri : Si, parce que ça peut entraîner des sanctions, et ensuite des luttes.

Régine : Les gens dans les bureaux sabotent le boulot (ils piquent du papier, des stylos)...

Jacques W. : Cela, c'est comme la perruque, c'est autre chose ! Ce n'est pas de l'ordre de l'écart, c'est de l'ordre de la survie au travail, une sorte de triche pour certains, un détournement de moyen de production pour d'autres.

Henri : S'ils peuvent piquer du temps, ils piquent du temps.

Larry : L'absentéisme sous forme de congés maladie coûte apparemment plus cher aux entreprises que les grèves, mais il est à peu près toléré comme un moindre mal. On peut voir cela aussi comme une façon de se protéger. En tout cas, c'est difficile à assimiler à une lutte collective.

Nicole : Et il y a maintenant une armée de contrôleurs et de psychologues engagés par la Sécu pour enrayer le phénomène.

Georges : C'est une forme d'action dégradée.

Jacques W. : J'avais proposé comme type d'action un congé de maladie général pour le lundi de Pentecôte et proposé un tract en ce sens à diffuser le 1er mai, mais la direction nationale de la CNT-Vignolles s'y était opposée. Elle avait d'ailleurs fait modifier son propre projet de tract dont la rédaction avait été dévolue à des « Lyonnais » dont certains avaient pris langue avec moi, dans un sens plus conforme aux pratiques consacrées du mouvement ouvrier. Quant aux autres syndicats n'en parlons pas !

Henri : Cela s'est fait aux Etats-Unis, dans des compagnies aériennes.

Jacques W. : En Italie, en phase de déclin du mouvement dans les années 1970, on constatait, les jours de grève, une poussée des congés de maladie. Mais en dehors de la critique du travail que cela représentait, c'était aussi une coupure avec les « vieux » ouvriers professionnels de la Fiat. Et le signe du déclin de la lutte.

Les transformations du procès de travail à l'ère de l'inessentialisation
de la force de travail

Nicole : Une amie qui travaille dans un centre d'appels me dit qu'il y a toujours un tiers du personnel en arrêt maladie. L'entreprise s'y adapte, elle considère sans doute ça comme une soupape de sécurité. Et en termes de lutte, ça ne change pas grand-chose : les gens en congé de maladie ne se rencontrent pas, n'échangent pas.

Claude H. : Tout cela rappelle Foucault, l'idée de résistances tous azimuts. Cela ne me plaît pas. Ce qui m'intéresse, c'est la mise en cause de l'institution globale.

Jacques W. : Historiquement, il n'y a que les périodes révolutionnaires qui permettent de poser ce problème. En même temps, ces révolutions ont tendance à maintenir les institutions passées, comme la police ; au-delà de ça, il n'y a pas de remise en cause de l'institution. Si on ne croit plus à la prise du palais d'Hiver, comment imaginer une transformation ?

Jacques S. : S ou B avait vu que Marx avait négligé le fait que la valeur du travail dépendait de l'évolution technologique et de la lutte ouvrière. C'est à partir de là, quand le prolétaire réalise qu'il ne peut plus rien faire et qu'il tend à exercer sa part d'autonomie, que les choses peuvent bouger, comme en Espagne, en 1936, ou en Hongrie, en 1956.

Eduardo : Si on a vécu des luttes de ce type, pourquoi ne pourrions-nous pas les vivre à nouveau ? J'ai connu l'action directe, on votait à main levée, cela faisait partie de la culture. Les militants d'autrefois avaient une morale, ils déclaraient avoir fait grève au lieu de se mettre en congé de maladie. Est-on condamné à ne plus connaître cela ? Ou faut-il le reconstruire ?

Jacques S. : Nous qui avons lancé ce cercle, nous nous sommes demandé à cinq ou six ce qui nous restait à faire après cette période de désolation. Le mouvement ouvrier ne paraissait plus capable de porter le mouvement. Modestement, nous avons pensé qu'il serait bien au moins de nous retrouver avec d'autres qui avaient des idées similaires. Nous savons qu'il ne faut pas se lancer dans des polémiques comme autrefois. Mais je pense que nous aurions pu faire un peu mieux, nous n'avons pas osé proposer au groupe au moins un ordre du jour... La présence de Jacques W. et de ses textes ont l'avantage de donner un peu de structure à nos discussions.

Nicole : Il y a eu à plusieurs reprises des propositions dans ce sens. Comment se fait-il que ça n'ait pas été repris ?...

Jacques W. : Vous avez adopté, volontairement ou non, la pratique castoriadienne de l'autolimitation...

Jacques S. : Nous n'allons quand même pas aller dans les rues pour crier : « Les institutions

doivent être détruites ! »

Claude H. : Castoriadis a dit lui-même que ses propres idées étaient sur le déclin.

Jacques W. : J'en suis bien d'accord ! Sa notion d'autonomie a été reprise par le système capitaliste, pour dynamiser les modes du management, etc.

Jacques S. : Fais-tu allusion au verbiage de la CFDT sur l'autonomie ? C'est la nuit et le jour !

Eduardo : Non, il ne faut pas confondre. Il ne s'agit pas de l'autonomie au sens de « se donner sa propre loi ». Pour Castoriadis et d'autres, l'autonomie commence par la contestation de la loi. Ce n'est pas l'indépendance de l'individu, c'est quelque chose de fondamental. La liberté humaine ne peut se penser qu'avec l'autonomie, l'autonomie ne peut pas exister dans une société hiérarchique.

Claude H. : Castoriadis a redéfini l'aliénation comme l'incapacité de toute la société à contester les institutions. L'autonomie, ce serait que l'ensemble de la société conteste les institutions et s'en choisisse d'autres.

Larry : Il ne faut pas oublier que la lutte autonome à l'égard des syndicats était le point de départ. C'était lié à une époque précise.

Jacques S. : La domination des hommes sur tous les aspects de leur vie... Cette idée est au centre de l'analyse que fait Castoriadis de la société capitaliste. Et à la théorie marxiste qui prétend établir des « lois de l'économie » qui s'imposeraient aux hommes, Casto répond par une analyse de la « loi de la valeur » qui établit, me semble-t-il, que la valeur travail ne saurait être traitée comme une marchandise car elle est conditionnée par la lutte des classes (cf. « Écrits politiques, 1945-1997, éd. Du Sandre, t. II p. 529-542) ³ Sinon, Jacques, ton texte m'a beaucoup impressionné. C'est comme un monument dont on ne sait trop par où commencer la visite. Tu abordes tous les sujets et il y a beaucoup de choses à discuter. Il faudra qu'on revienne là-dessus.

Jacques W. : Allez-vous continuer à toujours passer d'un thème à un autre ? Larry, Nicole, Pierrick avaient proposé de former un groupe d'études sur l'économie, mais cela ne s'est pas fait.

Jacques S. : Dans nos réunions, chacun tient à pouvoir dire ce qu'il veut, mais cela ne permet pas d'avancer. On s'est trouvé dans une période où les organisations avaient disparu, sans avoir trouvé les moyens d'exister différemment.

Jacques W. : Ne faudrait-il pas abandonner ce fonctionnement parisien, de réunions entre amis proches ? Il y a des gens comme moi qui font circuler vos idées plus largement et qui en attendent des retours, par exemple dans des suites aux discussions qu'elles se fassent sous forme de nouvelle réunion ou de travail sur des textes ou remarques entre deux réunions. Je pense que les CR, de ce point de vue sont extrêmement importants et qu'ils ne doivent pas seulement rendre ce qui a été dit, mais ce qui aurait pu être dit si on avait eu plus de temps, plus d'à propos, si on avait mieux préparé la réunion. C'est dans cet esprit que j'ai corrigé mon intervention en mai et que je la corrige encore ici et j'espère que cela sera repris par d'autres.

Jacques S. : Cela a commencé par l'anthologie, nous avons été trois cents la première fois [doutes exprimés dans la salle sur ce nombre]. Mais notre façon de travailler a vite fait partir la plupart.

Pour continuer sur le travail...

Bruno S. Novembre 2012

Suite à la présentation de Jacques sur le travail, je souhaitais faire quelques commentaires ou compléments pour développer davantage la discussion notamment sur la notion d'inessentialisation de la force de travail.

Effectivement comme l'a résumé JW, depuis l'effondrement du secteur industriel, on assiste à une mutation du travail qui se concrétise par : une tertiairisation accrue, une diminution des effectifs dans les entreprises, une modifications des statuts (contrats de travail), changements dans le management. Certains quartiers ouvriers de zones ex industrielles ont déjà laissés la place à des centres urbains commerciaux. Le monde urbain a créé un territoire de plus en plus artificiel.

Le travail en tant que rapport de coercition

Le travail est une activité humaine particulière dominée par un rapport de subordination : esclavage, servage, salariat. Il faut donc le distinguer de l'activité humaine. Le concept du mot travail renvoie à l'asservissement, l'étymologie renvoie à tripalium joug utilisé pour torturer les esclaves. Le travail est une activité séparée de la nature et accroît sa domination sur celle-ci. Aujourd'hui le travail n'est plus au centre du procès de valorisation.

De la valeur/travail à la valeur sans travail

Les transformations du procès de travail à l'ère de l'inessentialisation de la force de travail

Avant le développement du capitalisme, le travail était un moyen de domination, l'exploitation économique n'était pas au centre des sociétés ante-capitalistes, l'activité de la société n'était pas ancrée sur l'accumulation.

Aussi, avec le développement du mode de production capitaliste, le travail a été accolée avec l'accroissement de la valeur. Durant la phase d'expansion du capitalisme, la classe ouvrière productrice de valeur était au centre du système de production capitaliste. Chez le prolétaire du 19ème siècle jusqu'au début du 20ème siècle le rapport ville/campagne était encore très présent. L'esprit communautaire de ces prolétaires provenaient aussi de leurs origines ou attaches récentes à la paysannerie. Ce phénomène a pu être observée pendant la révolution espagnole en 36. Aujourd'hui, le travail productif englobant la classe ouvrière a cessé d'être au centre du procès de production de la valeur. Les formes de travail ont changé, le travail étant moins axé sur l'aspect créateur valorisant un « savoir faire », sur une transformation de la matière, il y a une mutation qui laisse place à un travail abstrait et à l'emploi divers. Il n'y a plus d'identité collective par le travail.

Aussi, la domination réelle ⁴ du capital a produit atomisation et dissolution de lien de solidarité chez les travailleurs.

L'absence de référence à l'identité de classe nous amène à mettre au premier plan le concept de domination. qui caractérise la particularité de la société capitaliste d'aujourd'hui, c'est-à-dire le capital « totalisateur » que Temps Critiques appelle société capitalisée. Il n'y a plus de classes au sens historique du terme (c'est-à-dire classe porteuse d'un projet révolutionnaire pour l'humanité) mais des groupes ou catégories sociales de dominants et dominés.

Aujourd'hui, le mode de production capitaliste est davantage un système de reproduction de la valeur qu'un mode de production. L'accumulation, A-A' est un but en soi pour le capital, elle s'effectue aussi en dehors du procès de production. Le caractère fictif du capital permet au capital de s'autovaloriser, à présent c'est son mode de fonctionner. Il s'exprime par la finance, la spéculation, la dette, le crédit. La phase du capital fictif confirme le passage à la domination réelle du capital.

Dans la 2ème série d'Invariance dans le chapitre sur l'errance de l'humanité Cammate disait : « Lors de sa domination réelle sur la société, le capital s'est constitué en communauté matérielle, dépasse la valeur et la loi de la valeur. Elles sont en lui en tant que « dépassé ». Le capital réalise le dépassement de deux façons :

1 / désubstantialisation, c'est-à-dire dévalorisation, la quantité de travail incluse dans le

produit/capital diminue énormément

2 /le rapport d'échange tend de plus en plus à disparaître, tout d'abord dans le rapport salarial puis dans toutes les transactions économiques ».

Le capital est capital en procès. Il a acquis cette détermination avec le développement du capital fictif. De par la valorisation du capital, par son caractère fictif et par le procès d'automatisation/ développement du capital fixe, le débat entre capital productif et improductif a de moins en moins de consistance. Le capital fictif, la financiarisation de l'économie caractérisent le mode avec lequel le capital se dépasse aujourd'hui.

L'inessentialisation de la force de travail confirme que le travail vivant n'est plus le moteur de la valorisation.

Bruno S.

Bonjour à tous,

En attendant le CR définitif de la RU de novembre (qui semble tarder !?), la lettre de Bruno sur l'inessentialisation de la force de travail m'incite à faire un complément sur la question des concepts marxistes de domination formelle et domination réelle du capital, d'abord parce que la définition qu'en donne Bruno à la fin de son texte ne me satisfait pas et ensuite parce que Jacques S en avait formulé la demande en fin de RU le 2 novembre. Cela peut être pris comme un complément par rapport aux discussions précédentes, mais il ne saurait constituer ni un préalable, ni une nécessité à sa continuation.

Jacques W. Décembre 2012

Deux préambules d'abord :

1° La traduction française qui est faite en termes de « domination » est une simplification utile politiquement mais elle ne correspond pas à une transcription littérale. En effet, le verbe originel en allemand est *subsumiert* et il renvoie au substantif « subsumption ». Mais ce terme philosophique un peu érudit n'est guère employé en France, un peu plus en Italie, par T.Negri notamment à partir de son interprétation des *Grundrisse*. A sa suite, il est courant d'employer le terme de « soumission ». A partir de là on distinguera une soumission formelle du procès de travail au capital dans laquelle le capital n'y a fait que s'assujettir le travailleur en le faisant travailler pour son propre compte. Ce procès

Les transformations du procès de travail à l'ère de l'inessentialisation de la force de travail repose sur la production de plus-value absolue, ç-à-d que le capital ne peut augmenter la valeur produite que par allongement de la durée du travail, ce travail restant inchangé. La soumission réelle serait le mode spécifique du MPC qui transforme la nature du procès de travail de façon à en faire son procès spécifique (substitution du capital constant ou fixe (les machines) au capital variable (la force de travail)). La valeur est alors augmentée par le biais essentiellement de la plus-value relative (valorisation plus intensive qu'extensive par augmentation de la productivité).

Mais en France, à la suite de la revue *Invariance* et des traductions des textes inédits de Marx par Dangeville (Bourgeois, coll 10/18) ou Camatte (Spartacus), c'est plutôt le terme de « domination » qui s'imposera.

Toutefois, l'essentiel n'est pas dans la querelle de mot mais dans le fait de savoir ce qu'on y met dessous. Plus précisément, ces concepts ne constituent-ils qu'une façon de mieux synthétiser le type d'exploitation dominante d'une phase à l'autre (plus-value absolue ou relative) et donc d'en rester à une différenciation d'ordre principalement économique...ce à quoi en reste finalement Bruno dans sa conclusion à mon avis trop lapidaire (j'y reviendrais plus bas) ou bien permettent-ils de dégager les évolutions de la dynamique du capital dans toutes leur dimension « civilisationnelle » si j'ose ce mot ? *Invariance* me semble avoir poussé très loin ce dernier souci. Après avoir bien posé les données du problème dès 1978 dans *Capital et Gemeinwesen* (Spartacus) avec l'étude approfondie du 6ème chapitre inédit du *Capital*, de Camatte, le n°1 de la série V, près de vingt ans plus tard, abandonne la notion de domination réelle pour lui substituer celle de « domination substantielle ». Il précise : si dans la domination formelle la principale substance du procès de production est le travail vivant, dans la domination réelle, cette substance devient le travail mort, c-à-d le capital fixe. Je reprends : il s'en suivrait alors qu'on passerait d'une situation où le capital était encore un rapport social entre deux sujets antagonistes représentés par des classes sociales, à une situation où il n'y a plus de sujets-classes et où c'est la substance qui devient sujet. Même si cette analyse peut être séduisante, plus séduisante que celle du capital-automate de /Krisis/ parce que plus globale, moins economiciste et structuraliste, elle n'en est pas moins inacceptable dans sa conclusion car elle suppose une incarnation du capital fait homme (l'anthropomorphose) et en conséquence la fin de toute révolte et perspective révolutionnaire.

2° Même si ces concepts sont issus de Marx (6ème chapitre inédit du *Capital*), ils n'avaient que peu été utilisés auparavant car le texte était resté longtemps inédit, sûrement parce qu'il anticipait trop. Il était comme « un fil historique en saillance sur

Les transformations du procès de travail à l'ère de l'inessentialisation de la force de travail
l'Histoire » pour reprendre une belle formule de Camatte. Ils sont réapparus dans les années 1960 pour faire pièce aux théories de la décadence du capitalisme qui s'étaient finalement imposées pendant la période contre-révolutionnaire (1925-1965) que ce soit dans son acception trotskiste ancienne ou dans son acception communiste de gauche (italienne ou germano-hollandaise).

Un mot donc sur ce thème de la décadence et un petit retour en arrière historique . Le thème de la décadence remonte aux aristocraties foncières de l'Antiquité qui s'opposèrent à la valeur : « Et notre époque est brisée (...) tout va dépérissant, tous les êtres marchent au cercueil, épuisés par le long chemin de la vie ⁵ ». Contrairement à ce que l'on croît souvent, il n'est pas une conséquence d'un arrêt du Progrès. Il est plutôt un mythe a-historique et récurrent. Ce thème très général sera repris par des théoriciens conservateurs comme Spengler, Evola et des révolutionnaires comme Déjacques et Dezamy ou encore Coeurderoy et son appel aux cosaques, Herzen et ses références à la commune russe. Mais la théorie de la décadence dans son lien spécifique avec la critique du capitalisme s'origine au sein de la Deuxième internationale, particulièrement dans le « Programme d'Erfurt », dans une perspective engelsienne qui a pour ambition de fonder une science marxiste. Dans cette perspective, le socialisme est une réponse rationnelle à un système capitaliste qui ne sait proposer que l'anarchie du marché. Les théories léninistes et luxembourgistes ou celle de Boukharine ne feront que reprendre cette théorie du déclin, même si elle s'énonce à partir de l'analyse de l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme. Si ces théories ont leurs petites différences, toutes reposent sur une position objectiviste : la révolution n'est possible que parce qu'il y aura une crise qui est elle-même le produit d'une contradiction entre forces productives et rapports de production. La critique de l'économie politique bourgeoise est ainsi devenue une économie politique marxiste. Mais ce sont surtout les gauches communistes qui vont reprendre cette conceptualisation en essayant de l'historiciser et d'en faire une conséquence de la fin de la période progressiste du capital. Le capitalisme aurait terminé sa tâche historique parce qu'il buterait sur la contradiction entre développement potentiellement illimité des forces productives et rapports de production trop étroits du fait du caractère privé de la propriété des moyens de production.

Domination formelle et domination réelle du capital : le retour !

Rompant avec la position de la gauche communiste italienne sur la décadence, la revue *Invariance* a développé, particulièrement à partir de l'analyse du sixième chapitre inédit du *Capital*, une analyse des rapports entre domination formelle et domination réelle qui fait de cette domination réelle une phase tellement spécifique du développement du capital, qu'elle

Les transformations du procès de travail à l'ère de l'inessentialisation de la force de travail en change la nature et qu'elle permet d'abandonner la référence à la notion de décadence. La contre-révolution peut alors être appréhendée, non comme décadence, mais comme restructuration. Je rappelle brièvement cette distinction entre deux phases du développement du capital car nous ne pouvons en effet accepter l'interprétation qui réduit les concepts de domination formelle et domination réelle à une description pragmatique alors qu'ils relèvent de la théorie et désignent des rapports.

- Dans la domination formelle le procès de travail est déjà soumis au procès de valorisation du capital (ce qui n'est pas le cas dans la phase antérieure de la petite production marchande). Le stade de production y est déjà proprement capitaliste, mais pas encore celui de la reproduction. C'est d'ailleurs la production, surtout de plus-value absolue dans l'analyse de Marx, qui est au coeur de cette phase. Tout n'est donc pas encore capital et c'est ce qui fonde l'existence d'une société bourgeoise distincte des rapports de production capitalistes, d'un État distinct à la fois du capital et de la société civile. On s'accorde généralement à la dater de la révolution industrielle jusqu'aux années 20 du XXème siècle qui voient la contre-révolution vaincre la révolution et engendrer une restructuration du capitalisme sur les nouvelles bases de la domination réelle,

- Dans la phase de la domination réelle, tout apparaît comme capital. La force productive du travail se trouve incluse dans le capital fixe qui, pourtant, se pose comme extérieur, autonomisé du procès de travail, mais étroitement lié au développement de la techno-science. « Le mort saisit le vif » et le capital se présente lui-même comme la source de la survaleur. Tout apparaît comme étant du capital, le capital apparaît comme rapport à lui-même : le profit efface la plus-value (en langage marxiste, c'est la domination de la plus-value relative) et l'entrepreneur cède la place aux managers, technocrates et actionnaires. La société bourgeoise devient la société du capital en englobant la société civile. Le discours du capital remplace l'idéologie bourgeoise et impose sa neutralité axiologique à travers son utilisation de la techno-science et de ses systèmes experts.

La distinction entre les deux concepts repose principalement sur une définition théorique, même s'il y a bien un ordre chronologique de présentation à respecter

Ces deux concepts peuvent être exposés dès la période de la domination formelle, ce que fait Marx quand il anticipe les nouvelles formes (dans les *Grundrisse* et le 6ème chapitre inédit du *Capital*) puisque celles-ci manifestaient déjà une certaine présence sans pour cela s'imposer. Aujourd'hui, au sein de la domination réelle, des formes de domination formelle peuvent exister et cela pour deux raisons.

Premièrement parce que la globalisation du capital a entraîné un changement d'échelle des catégories et donc, au niveau mondial, une inégale insertion des divers capitaux et pays dans le processus de capitalisation. Il ne faut donc pas confondre phase historique et processus inégal. Seule la caractérisation de la phase permet de saisir la signification d'ensemble du processus. C'est fondamental pour pouvoir apprécier théoriquement et politiquement des phénomènes historiques tels que les luttes d'indépendance nationale, le développement du syndicalisme, les conseils ouvriers ou encore l'autogestion. Sinon on ne peut que rabâcher des positions érigées en principes intangibles (« L'invariance » bordiguiste ou les « principes et frontières de classe » des différentes tendances issues de la gauche germano-hollandaise).

Deuxièmement parce que le capital englobe plus qu'il ne dépasse ses formes historiques. Son procès de totalisation peut donc inclure aussi des formes qui apparaissent, prises individuellement, comme des « retour à » (réémergence de la petite entreprise et du travail à domicile ou à la tâche, du contrat commercial etc), alors qu'ils sont des manifestations du fait que dans sa « révolution », le capital n'a pas de forme privilégié et donc qu'il englobe les anciennes plus qu'il ne les dépasse. Les nouvelles entreprises *high tech* ou les *starts up* sont des manifestations de cette totalisation du capital qui habille l'ancien dans des modes nouveaux.

La difficulté avec cette distinction théorique c'est qu'elle pousse à périodiser de façon stricte avec l'idée d'une rupture historique à partir d'un certain moment, alors que le processus effectif est assez lent et que seule la dominante est irréversible, mais pas des formes secondaires.

En fait, bien souvent chez Marx, la théorie anticipe, ainsi quand il s'appuie sur la force heuristique que porterait la théorie de la valeur-travail, alors qu'il développe déjà dans les *Grundrisse*, et particulièrement dans « le fragment sur les machines », l'idée que le temps de travail ne peut plus être la mesure de la valeur.

Il en découle que certains vont soutenir que tout était déjà là, dès 1848 (c'est la théorie de l'invariance prônée par Bordiga et la Gauche italienne ; d'autres que c'est à partir de 1914 seulement et surtout des années 1930 que la domination réelle devient prégnante, mais cela ne résout pas tous les problèmes. En effet, si on peut admettre que de 1914 à 1975 il y a une certaine continuité dans l'approfondissement de cette domination réelle, comment conserver ces mêmes termes pour la période qui suit ? La revue [Théorie Communiste](#) a fait le choix de les conserver puisque finalement, si on suit son raisonnement, on peut assimiler l'offensive néo-libérale depuis la crise des années 1973-74 non comme ouvrant une période contre-révolutionnaire, mais comme ouvrant une nouvelle période de restructuration du capital dans le cadre d'un changement de cycle (essoufflement d'un cycle long de croissance Kondratiev

Les transformations du procès de travail à l'ère de l'inessentialisation de la force de travail et fin de cycle de luttes de classes autour de l'affirmation du travail). A partir de là, la revue développe l'idée de l'existence d'une deuxième phase de la domination réelle.

C'est ce que je me refuse à faire dans la mesure où alors il n'y a plus de raison de s'arrêter, la dynamique du capital conduisant de phase en phase sans qu'on puisse dégager de différence de nature entre les différentes phases. Il devient alors difficile de reconnaître le « nouveau » à l'oeuvre et ce qui en découle comme conséquence pratique dans les luttes. C'est pourtant cette différence de nature qui nous a poussé à parler de « révolution du capital » et à trouver finalement caduques ou à utilité uniquement historique la périodisation DF/DR.

Si nous relativisons la validité de cette périodisation pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui, nous le faisons dans les termes de révolution du capital, c-à-d toujours dans la critique de ce qui serait une décadence du capitalisme. Cela nous distingue (bien que cela ne soit pas notre but) de la vision de Pasolini d'une « révolution anthropologique, terme que je reprends parfois mais en dehors justement de sa connotation décadentiste ou au moins conservatrice. Cela nous distingue aussi de la revue *Invariance* avec sa notion d'« anthropomorphose » qui débouche sur une critique radicale du Progrès et le concept « d'errance » (sur nos rapports à cette revue, on peut nous demander individuellement (je ne veux pas surcharger la liste !) notre dernier texte : « Quarante ans après, retour sur la revue *Invariance*« .

Autrement, pour ceux qui voudraient plus de précision sur ces concepts de DF/DR, ils peuvent se reporter aux pages 131 à 141 du [n°14 de Temps critiques](#) (sur le site de la revue, mais pour les papivores le numéro peut aussi être commandé à mon adresse à 13 euros port compris).

Jacques W.

Notes de bas de page :

1. Pour ne pas alourdir je mets en note pour qui accepte de se plonger là-dedans. La différence de "rationalité" (je mets entre guillemets "rationalité" afin de respecter la remarque faite par Claude à la réunion de mai 2012). Auparavant la recherche de flux de revenus supplémentaires reposait sur des investissements à long terme, à savoir les dividendes distribués. Cela continue évidemment aujourd'hui et c'est même jugé scandaleux, ce qui démontre soit dit en passant la méconnaissance des fonctionnements du capitalisme par ses critiques puisque ce qui est "normal" est jugé scandaleux. Mais ce qui est nouveau c'est la stratégie financière de parier sur les plus-

Les transformations du procès de travail à l'ère de l'inessentialisation de la force de travail values engendrées par les variations de prix. On a là présente toute la dualité des actifs, à la fois capital immobilisé (les dividendes dépendent de la qualité de la production) et capital liquide (le profit est issu des transactions elles-mêmes). Keynes avait bien mis en évidence ce point : "Les investisseurs professionnels se préoccupent, non pas de la valeur d'un investissement pour un homme qui l'acquiert afin de le mettre en portefeuille, mais de la valeur que le marché, sous l'influence de la psychologie de masse, lui attribuera trois mois ou un an plus tard. Et cette attitude ne résulte pas d'une aberration systématique, elle est la conséquence inévitable de l'existence d'un marché financier organisé [...] Il ne serait pas raisonnable en effet de payer 25 pour un investissement dont on croît que la valeur justifiée par le rendement escompté est 30, si l'on croît aussi que trois mois plus tard le marché l'évaluera à 20." (Théorie générale de la monnaie et de l'emploi, Petite bibliothèque Payot, p. 167). Ce que veut montrer Keynes c'est que deux types de rationalité s'opposent ici. Une logique d'entreprise qui tient compte de la "valeur fondamentale" relativement stable à court ou moyen terme et une logique financière tenant compte d'une valeur de marché qui permet de saisir des opportunités. Et même si les investisseurs ont une vision de long terme ils sont aujourd'hui obligés de tenir compte des fluctuations de court terme. C'est comme cela que la "préférence pour la liquidité" exerce sa pression sur le monde financier, mais en aucun cas on ne peut parler de déconnexion 1((1 Pour ne pas alourdir je mets en note pour qui accepte de se plonger là-dedans. La différence de "rationalité" (je mets entre guillemets "rationalité" afin de respecter la remarque faite par Claude à la réunion de mai 2012). Auparavant la recherche de flux de revenus supplémentaires reposait sur des investissements à long terme, à savoir les dividendes distribués. Cela continue évidemment aujourd'hui et c'est même jugé scandaleux, ce qui démontre soit dit en passant la méconnaissance des fonctionnements du capitalisme par ses critiques puisque ce qui est "normal" est jugé scandaleux. Mais ce qui est nouveau c'est la stratégie financière de parier sur les plus-values engendrées par les variations de prix. On a là présente toute la dualité des actifs, à la fois capital immobilisé (les dividendes dépendent de la qualité de la production) et capital liquide (le profit est issu des transactions elles-mêmes). Keynes avait bien mis en évidence ce point : "Les investisseurs professionnels se préoccupent, non pas de la valeur d'un investissement pour un homme qui l'acquiert afin de le mettre en portefeuille, mais de la valeur que le marché, sous l'influence de la psychologie de masse, lui attribuera trois mois ou un an plus tard. Et cette attitude ne résulte pas d'une aberration systématique, elle est la conséquence inévitable de l'existence d'un marché financier organisé [...] Il ne serait pas raisonnable en effet de payer 25 pour un investissement dont on croît que la valeur justifiée par le rendement escompté est 30, si l'on croît aussi que trois mois plus tard le

Les transformations du procès de travail à l'ère de l'inessentialisation de la force de travail
marché l'évaluera à 20." (Théorie générale de la monnaie et de l'emploi, Petite bibliothèque Payot, p. 167). Ce que veut montrer Keynes c'est que deux types de rationalité s'opposent ici. Une logique d'entreprise qui tient compte de la "valeur fondamentale" relativement stable à court ou moyen terme et une logique financière tenant compte d'une valeur de marché qui permet de saisir des opportunités. Et même si les investisseurs ont une vision de long terme ils sont aujourd'hui obligés de tenir compte des fluctuations de court terme. C'est comme cela que la "préférence pour la liquidité" exerce sa pression sur le monde financier, mais en aucun cas on ne peut parler de déconnexion.

Pour finir une anecdote puisque je parle de Keynes et que par ailleurs nombre de membres de "SouBis" pensent que la théorie économique leur est inaccessible. Hier au marché, j'ai "refait le monde" pendant une heure avec un petit agriculteur proche de la retraite et sans que je l'y pousse je l'ai vu développer, bien sûr dans son propre langage, la théorie de Keynes sur le rapport entre le niveau de pouvoir d'achat et les "propensions" (= tendances) à consommer et épargner des ménages selon laquelle finalement, pour la croissance seule compte l'argent des pauvres. Comme je le confortais dans son analyse il enchaîna : mais alors comment se fait-il que les gens au pouvoir mènent une politique justement inverse ? Nous en sommes restés là car il fallait bien qu'il vende ses produits et nous n'allions pas régler la question du positionnement de l'État dans la globalisation en deux temps trois mouvements.[↩]

2. Cf. le point 18 de « Recommencer la révolution » (1964; repris dans Expérience du mouvement ouvrier, t. 2, pp. 333-336), qui commence avec : « La société capitaliste moderne est donc essentiellement une société bureaucratifiée à structure hiérarchique pyramidale. En elle ne s'opposent pas en deux étages bien séparés une petite classe d'exploiteurs et une grande classe de producteurs ; la division de la société est bien plus complexe et stratifiée et aucun critère simple ne permet de la résumer. Le concept traditionnel de classe correspondait à la relation des individus et des groupes sociaux avec la propriété des moyens de production, et nous l'avons à juste titre dépassé sous cette forme en insistant sur la situation des individus et des groupes dans les rapports réels de production et en introduisant les concepts de dirigeants et d'exécutants. Ces concepts restent valables pour éclairer la situation du capitalisme contemporain mais on ne peut pas les appliquer de façon mécanique. Concrètement, ils ne s'appliquent dans leur pureté qu'aux deux extrémités de la pyramide et laissent donc en dehors toutes les couches intermédiaires, c'est-à-dire presque la moitié de la population, qui ont des tâches à la fois d'exécution (à l'égard des supérieurs) et de direction (vers le

Les transformations du procès de travail à l'ère de l'inessentialisation
de la force de travail

“bas”). » ... et qui se termine ainsi : « La révolution existera le jour où l'immense majorité de travailleurs qui peuplent la pyramide bureaucratique s'attaquera à celle-ci et à la petite minorité qui la domine (et n'existera que ce jour-là). En attendant, la seule différence qui a une importance pratique véritable, c'est celle qui existe à presque tous les niveaux de la pyramide sauf évidemment les sommets, entre ceux qui acceptent le système et ceux qui, dans la réalité quotidienne de la production le combattent. »[↩]

3. David propose (par mail) la citation suivante : « Pour Marx, déjà, et beaucoup plus pour le mouvement marxiste, le développement des forces productives était au centre de tout, et son incompatibilité avec les formes capitalistes portait la condamnation historique de celles-ci. Il en découla tout naturellement l'identification ultérieure du socialisme avec la nationalisation et la planification de l'économie. Pour nous, l'essence du socialisme c'est la domination des hommes sur tous les aspects de leur vie et en premier lieu sur leur travail. Il en découle que le socialisme est inconcevable en dehors de la gestion de la production par les producteurs associés, et du pouvoir des conseils des travailleurs » (« Recommencer la révolution », L'expérience du mouvement ouvrier, t. 2, pp. 319-320).[↩]
4. domination réelle et domination formelle du capital : concepts développés VI chapitre inédit du capital. Domination réelle : phase du capital où le travail mort supplante le travail vivant.[↩]
5. Lucrèce, *De Natura Rerum*, II. Garnier Flammarion, p.82.[↩]